



Paris le 07 juin 2023,

SOLDATS SPJS IDF

“SERVICES PUBLICS JEUNESSE ET SPORTS EN ILE-DE-FRANCE” :

QUI VEUT ENCORE LES SAUVER ?

Près de deux ans et demi après l'intégration des services publics jeunesse et sports à l'éducation nationale suite à la réforme de l'OTE, la raison et les obligations de service public laisseraient penser que les dysfonctionnements majeurs relevés au moment du transfert seraient résolus ou du moins traités par l'administration : sous-effectifs, désorganisation, double tutelle Préfet-Recteur, management autoritaire et brutal, méconnaissances du champ JS par l'administration, problèmes RH et gestion des carrières, moyens matériels insuffisants, ...

Pourtant en Ile-de-France, comme dans de trop nombreux autres territoires en France, les services publics JS sont extrêmement dégradés et en extrême détresse, autant du point de vue des services et des équipes, que des missions de service public. Pour le dire de façon plus franche et transparente :

- **Les services publics jeunesse et sports en Ile-de-France n'exercent plus leur rôle, leurs missions et leur neutralité de service public !**
- **Les services publics JS en Ile-de-France sont défailants dans l'accompagnement et le soutien des usager.e.s, des associations et des collectivités.**
- **Les services publics JS en Ile-de-France ne peuvent plus assurer la sécurité des mineur.e.s et des pratiquant.e.s en Ile-de-France. Et tout cela est très grave !**

Pour commencer, les dispositifs financiers de soutien aux initiatives locales (AJ DSR : Actions Jeunesse Document Stratégique Régional) et à la vie associative (FDVA : Fond de Développement à la Vie Associative) sont très mal gérés à la DRAJES et au SDJES 75, dont la direction est responsable de la coordination du dispositif sur l'ensemble de la région.

1. Les appels à projets sont lancés sur des périodes courtes et estivales (juin/juillet pour l'AJ DSR), en plein pics d'activités des territoires et acteurs de la jeunesse et des sports, ce qui est totalement inapproprié et du jamais vu à jeunesse et sports.
2. Les dispositifs sont gérés par une poignée d'agents dans les SDJES et à la DRAJES (1 ETP à la DRAJES Ile-de-France, en charge du travail de 3 à 5 ETP), qui se voient mis sous pression constante et obligé.e.s de travailler soir et week-end pour satisfaire le calendrier lunaire fixé par l'administration.
3. La direction se permet de modifier les programmations finales financières, sur demande du Préfet de région, sans tenir compte des instructions des collègues, afin d'obtenir une programmation régionale mettant en avant les JOP 2024 (jeux olympiques et paralympiques). La commission régionale (CRJSVA) a même été déplacée pour cette raison à une date ultérieure, alors que tout avait été préparé par les petites mains des collègues.

En d'autres termes il faut comprendre que :

- Les petites associations ou projets locaux, ne mettant pas en œuvre d'action en faveur des JOP, seront encore une fois lésés, de même que l'ensemble des publics. Cela porte atteinte directement à des milliers de jeunes et d'utilisateur.e.s ainsi qu'à des milliers d'associations et d'acteurs de l'éducation populaire implantés en Ile-de-France.
- L'instruction et l'accompagnement des collègues et agent.e.s de terrain sont supplantés par la direction de la DRAJES et du SDJES 75 qui choisissent eux et elles-mêmes les montants de leur choix, pour les projets et acteurs de leur choix. Cela porte atteinte à l'expertise des agent.e.s. De plus, c'est contraire à l'équité territoriale et la neutralité de service public attendue et exigée.
- Les collègues JS en Ile-de-France, en charge des dispositifs sont usé.e.s, méprisé.e.s et mis sous pression continuellement. De plus, le report de la CRJSVA implique des modifications d'organisation pour les services en pleine période très dense du fait de la fin d'année. Cela retarde le versement des subventions pour les acteurs et raccourcit les délais de traitement pour nos collègues en charge de la mise en paiement. En outre : Qui va instruire les dossiers en plein été ? La direction de la DRAJES IDF/SDJES 75 et le Préfet de région ?

Ensuite, l'organisation et les sous-effectifs des services sont si catastrophiques que les usager.e.s, les professionnel.le.s, stagiaires en formation sont complètement délaissé.e.s et laissé.e.s sans soutien ni réponse par la DRAJES IDF et le SDJES 75 :

- Des jeunes en cours de formation BAFA se sont vus devoir annuler leur formation, car l'administration n'était pas en mesure de leur fournir à temps la preuve d'admission de leur première session BAFA.

- Des stagiaires qui se présentent pour récupérer leur diplôme en main propre sur site, et qui ont besoin rapidement de leur diplôme dans le cadre de leur activité professionnelle, ne peuvent pas les récupérer. Ils doivent alors en plus payer une enveloppe de 5 euros, pour recevoir le diplôme par la poste sans savoir si celui-ci arrivera dans les temps pour être présenté à leur employeur, et peuvent rater ce faisant des opportunités professionnelles.
- Plusieurs organisateurs de séjours et directeur.trice.s de centres sont en attente de la validation de leur séjour dont la date de début est imminente (certain.e.s n'ont pas de retour de l'administration à 1 semaine du séjour), sans certitude que celui-ci le sera, ni réponse ou accompagnement des services.
- On constate des retards et dysfonctionnements dans les signatures de parapheurs de plus de deux mois, dont l'un à destination de la Préfecture de région, ce qui met en grandes difficultés financières des associations et notamment le versement des salaires auprès de leurs salarié.e.s.

Un mois à peine avant le début des vacances scolaires et le départ de nombreux séjours, ces situations sont très préoccupantes et alarmantes. Elles sont sources de situations très anxiogènes pour les collègues ainsi que pour nos publics et partenaires. Cela remet considérablement en cause la gestion et l'organisation des services publics de la DRAJES IDF et du SDJES 75 ainsi que la capacité de ces services à assurer la sécurité des mineurs et des activités socioculturelles et sportives des milliers d'usager.e.s à Paris et en Ile-de-France.

Pire, les nombreux départs de personnels en cascade prévus dans les prochaines semaines (plus d'une dizaine à la DRAJES et au SDJES 75) annoncent des aggravations et des potentiels accidents et catastrophes graves. Malheureusement, la direction ne semble pas prendre la mesure de cette crise malgré nos alertes répétées depuis plus d'un an auprès de cette même direction et du Recteur Ile-de-France, copie au Préfet et Ministres en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. En effet, les faibles recrutements prévus d'ici septembre sont nettement insuffisants, et sont très tournés vers des profils administratifs alors que les besoins en personnels techniques et pédagogiques sont criants (1,5 ETP de CEPJ dans le pôle jeunesse de la DRAJES / 2 ETP CEPJ au SDJES 75).

De plus, cette direction, atteinte du syndrome d'hubris¹, continue à faire preuve d'autorité et d'un management malveillant à l'égard des agent.e.s. Derniers faits en date, la chefferie du SDJES 75 annonce à qui veut l'entendre et notamment aux contractuel.le.s dont elle ne renouvelle pas les contrats que leur fin de contrat : "*c'est la faute à l'intersyndicale*", c'est le comble du mépris ! Cette explication est nettement insuffisante et surtout mensongère.

Enfin, cette direction continue à passer des commandes urgentes aux chef.fe.s de service la veille pour le lendemain, ce qui se répercute évidemment sur les agent.e.s de la DRAJES et du SDJES 75, ainsi que sur les différents services franciliens. En tête de problème, le

¹ Ce trouble se traduit par la démesure et l'orgueil. Une personne qui en souffre adopte un rapport au monde à travers le rapport de force. Elle se surestime et sous-estime les autres. Ces traits caractéristiques vont donc l'amener à dépasser les limites de l'acceptable.

SNU, vampirisant tou.te.s celles et ceux qui y concourent fort malheureusement, et qui continue à désorganiser et épuiser les services par des commandes les plus folles, grossières et dangereuses : plan de transport gigantesque, changements des dates de séjours de dernière minute, ... Mais d'autres gestions de dispositifs suivent le pas du grand-méchant-SNU, tels les JOP 2024 et la programmation financière du BOP 163. Ou encore la gestion des enquêtes sur la qualité éducative (dont le plan mercredi) et les demandes de remontées auprès des services effectuées dans des modalités et délais autoritaires et ubuesques. Sans parler des missions comme l'information jeunesse totalement inconsiderées par l'administration et sous-dotées, voire abandonnées. Encore une fois, ce sont les agent.e.s et les usager.e.s qui font les frais de ces pratiques inadaptées et abusives.

Notons également le peu de considération des agent.e.s sur des dimensions financières importantes dont :

- les collègues contractuel.le.s qui attendent le remboursement de leur navigo depuis 2021
- l'augmentation de 2 euros par personne et par repas à la cantine du ministère depuis le mois d'avril, ainsi que l'arrêt de la prise en charge des repas des collègues des SDJES venant en réunion à la DRAJES.

La crise à l'œuvre dans les services publics JS en Ile-de-France est grave et elle pourrait s'empirer dans les prochaines semaines ou mois, notamment en vue de l'été puis des JOP 2024.

L'administration a le devoir de garantir la sécurité de ses agent.e.s ainsi que les actions et la continuité de service public de nos publics partout sur le territoire franciliens. La sécurité de milliers de personnes est en jeu !

Nous exigeons :

- 1. La fin du management autoritaire de la direction de la DRAJES et du SDJES 75 immédiatement**
- 2. La mise en place d'un plan d'urgence de recrutements à la hauteur, avec des recrutements de personnels techniques pédagogiques priorités**
- 3. Des moyens supplémentaires pour réaliser les missions de services publics qui incombent aux services JS franciliens, à commencer par la sécurité des mineur.e.s et des pratiquant.e.s et publics**

Restons soudé.e.s et mobilisons-nous collectivement !